

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1172^e
SÉANCE**

Vendredi 8 décembre 1967,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 41 de l'ordre du jour:

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) 387

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/6703, chap. III; A/6824, A/C.2/235, A/C.2/241, A/C.2/L.992/Rev.1, E/4362 et Corr.1, E/4376]

1. M. O'CONOR (Etats-Unis d'Amérique), parlant au nom des auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1), remercie les délégations qui ont formulé des observations judicieuses au sujet de ce projet. M. O'Conor est heureux de pouvoir annoncer que l'Afghanistan, la Bolivie, le Guatemala, la République Dominicaine, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

2. Les auteurs ont décidé d'incorporer au paragraphe 2 du dispositif l'essentiel de l'amendement que la délégation de la Haute-Volta a proposé à la 1170^{ème} séance. Ils ont estimé, toutefois, qu'il ne convenait pas de mettre l'accent sur l'un ou l'autre niveau ou type d'éducation; aussi font-ils appel au représentant de la Jordanie pour qu'il n'insiste pas sur l'adoption de l'amendement qu'il a proposé d'apporter au paragraphe qui, dans la version révisée, est devenu le quatrième paragraphe du préambule. Les auteurs ont décidé de maintenir le paragraphe visant à désigner l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation, mais ont révisé le paragraphe 3 du dispositif de manière à donner à l'Assemblée générale la marge d'action nécessaire pour déterminer à sa vingt-quatrième session l'année qu'elle proclamera officiellement Année internationale de l'éducation.

3. Une fois lancée l'idée d'élaborer un projet de résolution relatif à la proclamation d'une Année internationale de l'éducation, la délégation des Etats-Unis d'Amérique n'a pu, faute de temps, consulter chaque délégation individuellement. Elle a dû se contenter de prendre l'avis d'un certain nombre seulement de représentants de pays appartenant aux diverses régions géographiques pour assurer à ce texte le plus large appui possible. M. O'Conor regrette donc que plusieurs délégations n'aient pas

été informées du projet de résolution à temps pour recevoir des instructions de leurs gouvernements.

4. M. CHILESHE (Zambie) fait observer qu'avant l'accession à l'indépendance de son pays l'éducation de la population autochtone avait été presque complètement négligée par le gouvernement colonial. Le Gouvernement de la Zambie a fait et continue à faire de très grands efforts pour développer l'enseignement et, actuellement, celui-ci est gratuit pour tous les degrés jusqu'au niveau universitaire.

5. La délégation zambienne a une raison particulière de féliciter la délégation des Etats-Unis d'Amérique d'avoir pris l'initiative de présenter ce projet de résolution qui est très utile. Une secte religieuse appelée "les Témoins de Jéhovah" a entrepris des activités en Zambie; or, cette secte interdit aux enfants de ses membres de chanter l'hymne national ou de participer aux cérémonies de salut au drapeau dans les écoles. Comme le Gouvernement zambien estime, avec raison, que ses écoles ne sauraient être ouvertes à ceux qui refusent de respecter les emblèmes nationaux, les parents qui sont membres des "Témoins de Jéhovah" privent donc leurs enfants des possibilités d'enseignement gratuit qui leur sont offertes. Le siège de cette secte étant aux Etats-Unis, M. Chileshe en appelle donc à cette délégation pour que, usant de son influence, elle contribue à mettre fin à cette situation qui fait qu'une partie de la population zambienne est privée d'éducation, à l'encontre du désir du gouvernement.

6. M. LAVALLE (Guatemala) explique que, si sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution révisé, c'est en raison de sa ferme conviction que l'éducation joue un rôle essentiel dans le processus du développement économique et social. Les ressources humaines constituent le plus grand atout d'une société, quelle qu'elle soit, mais elles ne peuvent être mises en valeur rationnellement que si la population a reçu une éducation et une formation qui, d'une part, répondent aux besoins réels de la collectivité et, d'autre part, lui permettent de tirer profit du progrès technique et scientifique. Le Gouvernement guatémaltèque est conscient de la chose et espère que les progrès qu'il a déjà réalisés dans ce domaine seront consolidés et étendus par les activités envisagées pour l'Année internationale de l'éducation.

7. M. CHTOUROU (Tunisie) déclare qu'à certains égards la désignation de l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation serait une mesure particulièrement appropriée pour son pays. En effet, l'exécution du programme national visant à étendre au pays tout entier le réseau d'écoles primaires sera terminée

en 1970 et l'on prévoit que d'ici là tous les enfants ayant l'âge voulu seront inscrits à l'école primaire.

8. Néanmoins, la délégation tunisienne a quelques réserves à faire quant au choix de l'année 1970. Les plans relatifs à la dernière année de la première Décennie des Nations Unies pour le développement ne prévoient aucune activité spéciale à entreprendre cette année-là dans le domaine de l'éducation. Aussi M. Chtourou estime-t-il qu'il appartient à ceux qui auront à préparer la deuxième décennie de déterminer quelle est l'année qu'il conviendra de désigner comme Année internationale de l'éducation. De plus, étant donné que les activités à entreprendre pour cette année incomberont inévitablement dans une large mesure aux ministres de l'éducation, il faudrait solliciter leur avis, lors de la Conférence générale de l'UNESCO, avant de prendre une décision quelconque.

9. M. Chtourou suggère aux auteurs du projet de résolution révisé d'envisager la possibilité de le modifier de manière à approuver le principe de la désignation d'une Année internationale de l'éducation et à prier l'UNESCO de recommander, en coopération avec le Secrétaire général, l'année qui semble la plus propice. En outre, étant donné les compétences particulières de la Troisième Commission dans le domaine des questions sociales, M. Chtourou suggère de la consulter sur la possibilité d'une action conjointe.

10. M. MUŽIK (Tchécoslovaquie) déclare que, comme les autres pays socialistes, la Tchécoslovaquie a déjà une longue expérience en matière de programmes d'éducation et qu'elle est toute disposée à en faire bénéficier d'autres pays. M. Mužík approuve donc le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1), quant au fond, mais, à l'instar de plusieurs autres délégations, il fait des réserves quant à la forme et au moment choisi pour sa présentation, ainsi qu'à son incidence possible sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales.

11. Il est évident que le projet de résolution pose un problème d'organisation car si, généralement parlant, la Deuxième Commission est chargée de mettre au point la stratégie globale de développement envisagée dans la résolution 2218 (XXI) de l'Assemblée générale, certains éléments de cette stratégie relèvent de la compétence d'autres organes; ainsi, pour toute proposition relative à l'éducation, il convient de prendre l'avis de la Troisième Commission.

12. En ce qui concerne les institutions spécialisées, l'Assemblée générale a pour fonction de leur donner des directives et de demander leur assistance pour toute entreprise commune. L'ordre des mesures proposées aux paragraphes 1 et 2 du dispositif revient à enjoindre à l'UNESCO et aux autres institutions spécialisées compétentes de participer à des activités dont elles n'ont pas eu l'initiative; or, c'est là une procédure qui risquerait d'avoir des résultats regrettables, notamment lorsqu'il s'agira d'envisager les incidences financières de ces activités.

13. En conséquence, la délégation tchécoslovaque suggère aux auteurs de réviser le projet de résolution de manière à: a) recommander la désignation

d'une Année internationale de l'éducation; b) prier le Secrétaire général de se mettre en rapport avec les autres organisations internationales compétentes et de les inviter à étudier la possibilité de désigner une telle année; c) prier le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les autres organisations intéressées — y compris le Bureau international d'éducation — d'examiner la question de savoir quel contenu il faut donner au programme relatif à cette année; et d) prier le Conseil économique et social, dès que les conclusions de ces activités seront connues, de prendre une décision relative à la désignation d'une telle année et de transmettre sa recommandation à l'Assemblée générale à sa vingt-troisième ou à sa vingt-quatrième session.

14. M. LEKONGA (République démocratique du Congo) déclare que, grâce à l'aide de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, son pays a pu faire des progrès énormes dans le domaine de l'éducation depuis l'accession à l'indépendance. Comme sous l'administration coloniale l'éducation avait été presque totalement négligée, le Congo continue toutefois à souffrir d'une pénurie de personnel spécialisé. C'est pourquoi la délégation congolaise approuve l'idée de proclamer une Année internationale de l'éducation dans le cadre de la deuxième décennie du développement.

15. Si l'éducation est appelée à être l'un des éléments principaux de la stratégie internationale du développement pour les années 1970-1980, le programme d'activités intensives dans ce domaine ne doit pas se limiter à une seule année. La délégation congolaise insiste donc pour que les auteurs envisagent d'ajouter au dispositif du projet de résolution un paragraphe visant à indiquer que le programme d'activités qui sera lancé au cours de l'Année internationale de l'éducation s'inscrira dans le cadre du plan d'activités suivies de développement pour la décennie tout entière.

16. M. M'BAYO (Sierra Leone) se félicite de la proposition tendant à désigner l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation. La délégation de Sierra Leone appuie sans réserve le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1) et attend avec intérêt le résultat des consultations demandées au paragraphe 2 du dispositif. Depuis six ans qu'il a obtenu l'indépendance, le Sierra Leone consacre régulièrement au moins 25 p. 100 de son revenu national à l'éducation. Son pays pense que seule une méthode de ce genre permettra d'éliminer l'analphabétisme et que l'action en vue du développement économique doit comprendre l'éducation des hommes, ressource la plus importante d'un pays. La campagne menée sans relâche au Sierra Leone contre l'analphabétisme a inévitablement entraîné des sacrifices financiers; aussi le gouvernement est-il reconnaissant aux pays et aux organisations internationales, notamment l'UNESCO, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, qui ont fourni une assistance pour l'établissement de programmes d'enseignement.

17. La délégation du Sierra Leone a noté avec satisfaction les assurances qu'a données à la 1170^{ème} séance le représentant de l'UNESCO, et espère que

le choix de l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation s'accompagnera de l'établissement de programmes d'action efficaces et de la réaffirmation, par la communauté internationale, dans un esprit d'authentique bonne volonté, de son engagement à éliminer l'analphabétisme et l'ignorance.

18. M. DELGADO (Sénégal) souligne l'importance capitale des ressources humaines dans le développement économique et social, et la nécessité d'accorder la priorité à l'éducation dans la coopération internationale. Le Sénégal a fait de grands sacrifices pour améliorer l'enseignement à tous les niveaux: dans le cadre du plan quadriennal actuel, l'analphabétisme a été réduit de 79 à 50 p. 100, et le nombre des écoles secondaires et des places à l'université a doublé. Néanmoins, des efforts encore plus grands sont nécessaires; c'est pourquoi la communauté internationale doit désigner une Année internationale de l'éducation afin de mobiliser toutes les ressources possibles pour le progrès de l'éducation dans les pays en voie de développement. Une Année internationale de l'éducation devra s'accompagner de l'engagement de ressources financières et être préparée avec soin. Toutefois, il ne faudrait pas attendre pour commencer les préparatifs. Comme il semble y avoir un accord général à l'ONU et parmi les institutions spécialisées intéressées sur le principe d'une Année internationale de l'éducation, et qu'il n'est pas encore nécessaire de prendre une décision concernant sa proclamation officielle, il conviendrait de choisir l'année 1970.

19. M. DIALLO (Haute-Volta) remercie les auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1) d'avoir repris, dans le texte révisé, l'idée principale de l'amendement qu'il avait proposé. Toutefois, le nouveau libellé du paragraphe 2 du dispositif ne paraît pas exprimer assez bien l'idée que l'Année internationale de l'éducation doit donner l'élan à des activités nationales et internationales en matière d'éducation, et le représentant de la Haute-Volta espère, par conséquent, que les auteurs accepteront sa proposition initiale (1170ème séance) de remplacer les mots "qui sont le but de l'Année internationale de l'éducation" par les mots "que l'Année internationale de l'éducation se propose d'initier".

20. M. LEKONGA (République démocratique du Congo) approuve ces observations et dit que sa délégation pourra retirer l'amendement qu'elle a proposé si celui que suggère le représentant de la Haute-Volta est accepté.

21. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation approuve l'idée d'une campagne mondiale pour l'expansion maximum de l'éducation dans le cadre de la deuxième décennie du développement. Toutefois, le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1) a des lacunes. Il n'insiste pas assez sur le fait qu'une campagne mondiale de l'éducation doit faire partie intégrante des activités d'ensemble du développement. Cet élargissement du contexte du développement devrait être exprimé notamment au quatrième alinéa du préambule où les mots "l'importance fondamentale de l'éducation pour" pourraient être remplacés par d'autres termes tels que "l'importance de l'éducation comme l'un des facteurs fondamentaux de nature à". De plus, comme

la Décennie des Nations Unies pour le développement a été proclamée en 1961, l'année 1970 marquera, en fait, la fin de la première Décennie du développement, plutôt que le début de la seconde. Les consultations mentionnées au paragraphe 2 du dispositif, qui devront porter sur les incidences financières, doivent précéder toute décision portant sur le choix d'une Année internationale de l'éducation. La campagne mondiale pour l'alphabetisation universelle a coûté à elle seule 20 milliards de dollars; or elle fera probablement partie de l'Année internationale de l'éducation. La tâche confiée au Secrétaire général au paragraphe 2 du dispositif est trop vague; on n'indique pas de domaines précis dans lesquels il convient de mobiliser les efforts internationaux en vue de favoriser l'éducation. Ces efforts pourraient tendre par exemple à instaurer l'enseignement primaire universel et obligatoire, mais il est douteux que l'on puisse atteindre un tel objectif en une seule année.

22. Des efforts assidus seront nécessaires si l'Année internationale de l'éducation doit être plus qu'une simple campagne de propagande, et il faut indiquer plus clairement les buts à atteindre et les ressources nécessaires. Il faudra aussi demander l'avis de la Troisième Commission et l'examiner avant de prendre une décision finale en la matière.

23. Quoi qu'il en soit, la délégation ukrainienne appuie les objectifs généraux du projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1), et M. Boiko espère, par conséquent, que les auteurs tiendront compte de ses observations.

24. M. OLUMIDE (Nigéria) dit que son gouvernement, qui consacre une forte proportion du revenu à l'éducation, mesure bien toute l'importance de l'éducation pour le progrès économique et social. Le processus de la croissance économique exige à la fois un enseignement formel des techniques nouvelles et le développement d'idées nouvelles grâce à l'éducation, et c'est un fait reconnu qu'il y a un rapport inverse entre les taux d'analphabétisme et de croissance économique. Toutefois, l'éducation moderne ne doit pas se réduire à greffer, telles quelles, des valeurs et une culture étrangères sur celles de la société des pays en voie de développement; elle doit être liée aux besoins spécifiques et aux traditions culturelles de la population. L'éducation doit se faire dans la langue nationale du pays intéressé, mais on pourra néanmoins enseigner également les langues étrangères les plus répandues; ainsi, l'éducation contribuera à préserver les cultures nationales. La délégation nigérienne reconnaît la valeur des travaux en cours sur la linguistique africaine et les efforts pour doter les langues locales d'une écriture.

25. L'éducation est aussi l'un des services sociaux de base nécessaires au développement général; c'est pourquoi les programmes d'enseignement doivent comprendre des mesures d'hygiène préventive comme l'éducation en matière d'hygiène, d'alimentation et d'assainissement de façon à améliorer la santé publique. Si la désignation de l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation doit être plus qu'une simple déclaration d'intentions, il faudra libérer davantage de ressources pour une action spé-

cifique de l'ONU et des institutions spécialisées en vue d'éliminer l'ignorance et de répandre aussi largement que possible les bienfaits de l'éducation. Il n'est pas surprenant que les ressources consacrées à des domaines tels que l'éducation des adultes soient insuffisantes, puisque bien des pays en voie de développement n'ont guère le choix lorsqu'il s'agit de décider d'accorder la priorité à l'éducation et aux services spéciaux ou bien aux investissements productifs de revenus. Ce problème se complique encore du fait que les ressources productives de l'économie nationale peuvent se révéler inexploitable si des services sociaux importants n'existent pas dans des domaines comme l'éducation et la santé publique.

26. M. GUIAGOUSSOU (Tchad) dit que son gouvernement, qui attache une grande importance à l'éducation, reconnaît les efforts que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions, en particulier l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour le développement, font pour combattre l'analphabétisme et l'ignorance, qui constituent l'un des obstacles les plus importants au progrès économique et social et font peser, de ce fait, une menace constante sur la paix mondiale. Il existe bien une volonté d'aider les nations déshéritées à combattre l'ignorance, la misère, la maladie et la faim, mais il faut trouver des moyens pour que cette volonté prenne corps. La délégation tchadienne pense que la proclamation d'une Année internationale de l'éducation au début de la deuxième décennie du développement contribuera pour beaucoup au succès de la décennie; c'est pourquoi elle appuie le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1) tout en espérant que les auteurs accepteront l'amendement au paragraphe 2 du dispositif proposé par le représentant de la Haute-Volta.

27. M. M'BAYE (Guinée) dit que son pays attache une importance capitale à la question de l'éducation; depuis la date de son accession à l'indépendance, il a alloué 30 p. 100 de son budget national à l'éducation, qui est gratuite à tous les niveaux. La délégation guinéenne accueille donc avec satisfaction la proposition de désigner une Année internationale de l'éducation, mais elle estime qu'il faut entreprendre un programme précis d'action si l'on veut obtenir des résultats tangibles. Les Etats Membres doivent jouer un rôle prédominant dans la définition de ce programme, car ils doivent garder l'initiative de toutes les activités destinées à faire progresser le développement économique et social. La préparation de ce programme doit tenir compte de l'expérience précieuse acquise par certains Etats Membres, par exemple Cuba, dont le taux d'analphabétisme est tombé de 90 p. 100 à zéro depuis l'accès au pouvoir du gouvernement actuel. Dans le cadre d'une Année internationale de l'éducation, les pays développés devront aider à créer des établissements d'éducation dans les pays en voie de développement, afin d'enrayer l'exode des compétences. Les organisations du système des Nations Unies, notamment l'UNESCO, l'OIT et la BIRD, peuvent apporter une contribution utile, et d'ailleurs nécessaire, dans le domaine de l'éducation, mais cette contribution ne ferait, en fin de compte, que compléter les efforts des pays en voie de déve-

loppement eux-mêmes. Ces derniers doivent mobiliser toute l'énergie de leur population pour servir la cause de l'éducation, ce qui n'est possible que si tous sont conscients du rôle important que joue l'éducation dans le processus de développement économique.

28. M. CASTAÑEDA (Espagne) indique que son pays, dont l'histoire est une suite d'excellentes réalisations dans le domaine de l'éducation et de la culture, continue à faire progresser l'éducation. Son gouvernement s'est lancé dans une campagne d'alphabétisation qui a déjà donné des résultats remarquables, et espère supprimer complètement l'analphabétisme d'ici à 1970. Une proportion considérable du budget national est consacrée à l'éducation, et de nombreux établissements d'enseignement de tous genres ont été créés ces dernières années. La délégation espagnole accueille donc avec satisfaction la proposition de désigner l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation, et elle est prête à appuyer le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1).

29. Mme TAVARES LIZ DE GROSSMAN (République Dominicaine) précise que sa délégation s'est jointe aux auteurs du projet de résolution révisé, car elle est convaincue que l'éducation est essentielle au progrès économique et social et à l'épanouissement de l'individu. La délégation de la République Dominicaine appuie donc la proposition de désigner l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation, d'autant plus que 1970 verra le vingt-cinquième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. Elle espère que les pays développés collaboreront dans toute la mesure du possible avec les organismes reliés à l'Organisation des Nations Unies en vue d'exécuter le programme d'action de l'Année internationale de l'éducation, et que, de cette manière, l'année 1970 sera une borne sur la voie du progrès de l'éducation.

30. M. GEORGE (France) rappelle que sa délégation a été jusqu'alors quelque peu sceptique quant à l'utilité de proclamer des "années internationales", en grande partie parce qu'elle pensait que les activités prévues au cours de ces années n'étaient pas préparées de manière suffisamment approfondie. Elle convient, néanmoins, que l'éducation est un thème valable pour une année internationale, et elle note que les auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1) ont prévu une préparation adéquate de la part des organisations intéressées. Il serait cependant plus logique d'attendre le résultat des consultations entre le Secrétaire général et les institutions spécialisées, qui sont prévues au paragraphe 2 du dispositif, avant de prendre des mesures précises à propos d'une Année internationale de l'éducation. Le représentant des Etats-Unis a soutenu que le libellé du paragraphe 3 du dispositif autorisera l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, à choisir l'année qu'elle proclamera officiellement Année internationale de l'éducation, mais M. George voit mal comment l'Assemblée générale peut conserver quelque latitude à ce sujet, si, dès sa présente session, elle désigne l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation, ainsi que le suggère le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution révisé.

31. La délégation française appuie l'idée maîtresse du projet de résolution, et elle espère que les auteurs seront en mesure de rédiger un texte qui soit acceptable pour tous.

32. M. OULD SIDI (Mauritanie) estime qu'il ne serait pas avisé de fixer la date d'une Année internationale de l'éducation avant que le Secrétaire général n'ait consulté les gouvernements et les institutions spécialisées intéressés à la question. Il propose donc de modifier de la manière suivante le paragraphe 1 du dispositif: "Décide de désigner une Année internationale de l'éducation". Ainsi que l'ont souligné certains orateurs, l'Année internationale de l'éducation doit être un point de départ et non une fin en soi, et M. Ould Sidi propose donc de remplacer dans le paragraphe 2 du dispositif les mots "qui sont le but de l'Année internationale de l'éducation" par les mots "dont l'Année internationale de l'éducation indiquera le point de départ". Enfin, il convient d'inverser l'ordre des paragraphes 1 et 2 du dispositif.

33. M. FARHANG (Afghanistan) dit que son pays est conscient de l'immense importance de l'éducation, qui non seulement est essentielle au développement économique et social, mais qui favorise également la compréhension mutuelle et la paix internationale. L'enseignement primaire est obligatoire en Afghanistan et l'éducation y est gratuite à tous les niveaux. L'Afghanistan a conclu des accords en matière d'éducation et de formation professionnelle avec un certain nombre de pays, dont la France, l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, que M. Farhang tient à remercier pour leur aide; il est également reconnaissant aux institutions internationales, comme l'UNESCO et l'UNICEF, pour l'assistance qu'elles lui accordent. La délégation afghane s'est jointe aux auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1), car elle est persuadée que la proclamation d'une Année internationale de l'éducation contribuera à faire avancer la cause de l'éducation.

34. M. SAHLOUL (Soudan) partage le point de vue des représentants de la Tchécoslovaquie, de la France et de la Mauritanie. Il serait prématuré qu'à sa présente session l'Assemblée générale fixe une Année internationale de l'éducation: tout d'abord, les gouvernements n'ont pas encore eu le temps d'étudier soigneusement la proposition et, ensuite,

les consultations qui sont prévues au paragraphe 2 du dispositif doivent logiquement précéder toute autre mesure. C'est pourquoi la délégation soudanaise appuie la proposition du représentant de la Mauritanie d'inverser l'ordre des paragraphes 1 et 2 du dispositif, et elle suggère que l'actuel paragraphe 1 du dispositif soit modifié de la manière suivante: "Décide de désigner, compte tenu des consultations prévues ci-dessus, une Année internationale de l'éducation au commencement de la deuxième décennie pour le développement".

35. M. FRANZI (Italie) partage le point de vue du représentant de la France. Puisque les auteurs tiennent à conserver la mention de l'année 1970, une solution de compromis serait de supprimer le paragraphe 1 du dispositif et d'ajouter au préambule un sixième alinéa ainsi conçu: "Considérant que l'année 1970 pourrait être désignée comme Année internationale de l'éducation".

36. M. TSERENCHOODOL (Mongolie) dit que son pays a toujours accordé un rang de priorité élevé à l'éducation et qu'au cours des années qui ont suivi son accession à l'indépendance, il a lancé une campagne contre l'analphabétisme, qui a donné d'excellents résultats. La proclamation d'une Année internationale de l'éducation permettrait de favoriser les efforts des pays en voie de développement en matière d'éducation, à condition toutefois qu'elle s'appuie sur un programme bien défini de mesures pratiques. C'est pourquoi la délégation mongole fait siennes les idées fondamentales contenues dans le projet de résolution révisé (A/C.2/L.992/Rev.1), tout en appuyant les propositions du représentant de la Mauritanie.

37. M. CHTOUROU (Tunisie) propose de modifier de la manière suivante le paragraphe 1 du dispositif: "Décide de proclamer une Année internationale de l'éducation". Au paragraphe 2 du dispositif, il conviendrait de remplacer les mots "en vue d'entreprendre les activités mondiales en matière d'éducation qui sont le but de l'Année internationale de l'éducation" par les mots "en vue de désigner une Année internationale de l'éducation, et d'entreprendre les activités mondiales en matière d'éducation que doit engendrer cette année".

La séance est levée à 13 h 10.